

La présente assemblée générale survient à un moment de changement pour le Canada également. Comme bon nombre d'entre vous le savent sans doute, le parti auquel j'appartiens, le parti Libéral, a pris le pouvoir au Canada à la fin de 1993. Ma nomination au poste de secrétaire d'État à l'Amérique latine constitue une preuve immédiate et tangible du désir de notre premier ministre de donner la priorité au développement concret de nos relations avec la région. C'était là en effet un des éléments de la plate-forme électorale de notre parti.

Depuis son accession au pouvoir, notre gouvernement a aussi entrepris un important examen de la politique étrangère du Canada. Au cours des délibérations auxquelles a donné lieu cet examen et sur d'autres tribunes, nous avons exposé un certain nombre de priorités pour l'hémisphère occidental. Parmi celles-ci, le développement durable, le développement démocratique et le bon gouvernement, l'intégration commerciale et économique et les questions de sécurité.

La promotion du développement durable dans la région est une question essentielle pour le gouvernement du Canada. Nous devons nous attaquer aux problèmes de la pauvreté et du sous-développement dans l'hémisphère, de manière durable et respectueuse de l'environnement. Le développement durable, le développement démocratique et le bon gouvernement, en combinaison avec l'intégration économique et le commerce, et les questions de sécurité doivent être au coeur du développement communautaire de l'hémisphère. Toutefois, si nous n'oeuvrons pas collectivement pour réduire les inégalités sociales et économiques et pour créer les avantages économiques de façon durable, tous les autres secteurs perdront toute leur importance. Il n'y aura aucun environnement sur lequel bâtir.

Le Canada a cherché, au sein du Comité de l'environnement de l'OEA, à favoriser une participation plus active de l'OEA à la mise en oeuvre du programme Action 21 au niveau régional. Nous avons sous les yeux à cette assemblée générale une résolution qui propose l'établissement de liens plus étroits avec la Commission du développement durable des Nations Unies, un organisme créé dans le cadre du Sommet Planète Terre de 1992, lequel s'est également déroulé ici au Brésil. Nous aurons aussi une résolution en faveur de la tenue d'une réunion d'experts de l'OEA dans le but de compléter les travaux permanents de la Commission ayant trait au programme Action 21.

Dans cet esprit, j'ai le plaisir d'annoncer que le gouvernement du Canada offre d'être l'hôte d'une telle réunion d'experts, qui sera consacrée aux «technologies respectueuses de l'environnement». Il s'agit là d'un thème qui recoupe le programme de travail de la Commission et qui a fait l'objet d'un important débat lors de sa toute récente réunion. La Commission a invité les organisations qui ne font pas partie de la structure